

Rédha Malek, ou le serment de Novembre renouvelé

Le retrait de Rédha Malek de la scène politique après celui de Taleb Ibrahim il y a de cela quelque temps, renseigne sur les difficultés que rencontre l'opposition face au verrouillage du champ politique et médiatique national. Il renseigne également sur l'incapacité du système à organiser la transition démocratique.

La démission de ce géant de l'histoire contemporaine algérienne de son poste de président de l'ANR intervient dans un contexte particulier, à trois mois de l'élection présidentielle. L'on est en droit de s'interroger sur les éventuelles pressions de certains cercles du pouvoir pour faire fléchir la ligne de l'ANR et l'amener à soutenir un troisième mandat présidentiel.

Les inquiétudes et les questionnements sur le devenir du pluralisme et de la démocratie gagnent de plus en plus de larges pans de la société. Le silence de certaines personnalités politiques nationales, la condamnation par d'autres de l'atteinte à l'alternance au pouvoir, le gel des activités du RCD, l'agitation des formations politiques acquises au système, l'offre de service faite par certains partis pour servir d'alibi démocratique, le mutisme du président quant à son éventuelle candidature pour un troisième mandat, ajoutent à l'opacité ambiante et accroissent la désaffection des citoyens vis-à-vis de la chose politique.

Rédha Malek, dont l'engagement pour la cause nationale et pour l'édification d'un Etat républicain démocratique et social moderne est connu par tous les Algériens, marque solennellement ses distances par rapport aux pratiques anti-démocratiques du pouvoir en prenant à témoin l'opinion publique nationale.

Dans sa déclaration à la presse, il met l'accent sur les craintes qui l'habitent en soulignant : «... J'ai pris cette décision partageant en cela la crainte de certains de nos membres fondateurs les plus respectés que la crise actuelle du multipartisme et, plus profondément celle du militantisme en général, ne dévalue complètement la pratique partisane et ne la réduise à un simple alibi du pluralisme politique».

En homme politique avisé, il ne s'arrête pas seulement à ce constat, au

demeurant partagé par la majorité de l'opposition démocratique, pour appeler de tous ses vœux à une radicalisation de la base militante de l'ANR. «Face à la gravité de l'enjeu, il appartiendra à nos militants d'y réfléchir et d'en tirer toutes les conséquences».

A moins qu'ils n'optent pour une initiative plus radicale, celle de la rupture avec les moules préétablis pour forger de leur propre cru une dynamique nouvelle où ils puissent redécouvrir les vertus exaltantes du militantisme tout autant que la justesse des idéaux de l'ANR... On devinera, certes, dans un contexte peu propice à l'innovation et à la créativité, à quelles difficultés s'exposerait pareille perspective.

Mais l'émergence d'une relève digne de ce nom est à ce prix... Et de relever ce défi, ne serait-ce pas, au fond, le meilleur hommage qu'on puisse rendre à l'esprit de l'ANR et à sa filiation révolutionnaire du premier Novembre 1954.

Même si ce dernier passage de la déclaration peut s'apparenter à un testament politique, il n'en exprime pas moins la volonté farouche de son auteur d'aider aux conditions qui permettent à la jeunesse de relever les défis qui interpellent notre pays tout en s'inspirant des principes de Novembre 1954.

Ce cri du militant qu'il est, n'est-il pas un aveu d'échec de sa génération à ouvrir de nouveaux horizons politiques et d'espérances à cette même jeunesse ? En réponse, le bureau national de l'ANR s'est réuni pour examiner les conséquences sur leur mouvement induites par la décision de Rédha Malek. Tout en rendant un hommage appuyé à leur désormais ex-leader, ils affichent clairement leur volonté de continuer l'œuvre de ce dernier, et dans le même temps, ils adoptent un discours ferme et tranché : «L'ANR tient à saluer l'action de celui qui aura su incarner l'alternative républicaine et démocratique et à rendre hommage à ce parangon d'engagement, de droiture et de probité».

Et qu'il soit rassuré, l'ANR ne changera pas, elle ne reniera pas ses idéaux, elle ne renoncera pas à ses principes, elle ne déviara pas de sa pratique, elle ne cédera pas aux sirènes de l'unanimité d'aujourd'hui, elle ne

déviara pas, elle ne pliera pas.»

Il faut rappeler que Rédha Malek n'a pas été seul à créer l'ANR. Lui-même et ses compagnons considèrent que l'avenir d'un mouvement politique ne peut reposer sur un seul homme.

La création de l'Alliance républicaine est également le fruit de l'engagement des intellectuels, des journalistes, des artistes et hommes de culture aux côtés de militants de la cause nationale tels que Lachref, Haroun, Mazouzi, Salim Saâdi et d'autres.

Ces hommes, de par leur itinéraire militant respectif, en créant leur mouvement, se sont inspirés dans leur déclaration des principes de Novembre 1954 en affirmant leur attachement au caractère républicain de l'Etat et le rejet de toute nature théocratique de celui-ci. Ces hommes sont connus pour ne pas marchander sur les principes qui les animent.

Cet engagement ressort clairement dans le communiqué de leur bureau national : «Si le verrouillage actuel du champ politique met en difficulté les formations du pôle démocratique, il ne peut être définitif, les forces de progrès résolument tournées vers l'avenir, doivent réfléchir, s'organiser, se concerter et se préparer, s'engager à poursuivre le combat jusqu'à l'instauration d'une démocratie à la hauteur des attentes citoyennes.»

Dans cet esprit, un compagnon de Rédha Malek, militant engagé de la libération nationale et de l'émancipation sociale, a déclaré : «La situation que traverse le pays aujourd'hui nous interpelle pour œuvrer à l'union de toutes les forces patriotiques et démocratiques, seule issue pour sortir le pays de l'impasse où il se trouve.»

Rédha Malek, à travers sa déclaration de démission, réitère son attachement aux principes de Novembre 1954 et réaffirme le parcours exceptionnel du militant de la cause nationale. Membre fondateur de l'UGEMA en 1956 (avec Taleb Ibrahim, Belaïd Abdeslem, Aïachi Yaker, Lamin Khan, Chérif Belkacem...), négociateur des accords d'Evian et porte-parole de la délégation du FLN chargée de ces mêmes négociations, en fin diplomate, il occupa plusieurs postes d'ambassadeur dans les plus grandes capitales du

monde (Moscou, Paris, Washington).

En 1977, Boumediène le désigna à la tête du ministère de l'Information et de la Culture.

Dans ce secteur, et malgré les contraintes du parti unique, il s'entoura d'une équipe de cadres compétents et d'illustres artistes et hommes de culture (Alloula, Boudjedra, Kheda, Taleb Abderahim...). Il permit la libération de l'expression culturelle et mit en œuvre d'ambitieux plans de développement des infrastructures culturelles et de l'information sans lesquelles le pluralisme médiatique ne peut être possible, notamment dans la presse écrite durant les années 1990.

Les événements s'accéléraient, l'Algérie vasouilla sous les coups de boutoir de l'intégrisme il rejoignit le HCE puis devint chef de gouvernement et assumait avec un courage exceptionnel la lutte contre le terrorisme et l'épineuse question du rééchelonnement de la dette extérieure qu'aucun de ses prédécesseurs ne put faire pour des raisons politiques ou de gestion de carrière.

Fidèle aux idéaux de Novembre et porteur d'une conception de l'Etat-nation qui ne pouvait s'accommoder de compromissions avec l'intégrisme déjà en œuvre en ces temps-là, il fut écarté de l'exécutif. Dans ce même contexte, les «janvieristes», sous les pressions étrangères et dans une situation de crise sécuritaire, politique, économique et sociale, furent écartés à leur tour.

En vérité, plus que le départ de Zeroual, qui demeure pour beaucoup d'Algériens une énigme, l'éviction de Rédha Malek constitue le premier acte symbolique de l'affirmation d'un pouvoir politique tournant le dos à l'idéal de Novembre visant à édifier un Etat républicain, démocratique et social.

Bien plus largement, son retrait de la vie politique ne traduit-il pas la défiance de l'élite nationale la plus ancienne, la plus aguerrie parce que trempée dans la lutte pour la libération nationale, à ce qu'elle considère comme relevant de «l'ordre de la nécessité» approche théorisée par Lachref qui fut proche compagnon de Rédha Malek.

A. Hamma,
ancien cadre supérieur de l'Etat

CE MONDE QUI BOUGE

L'Irak à l'heure d'Obama

Par Hassane Zerrouky



Persuadé que l'Irak «a été une diversion contre les terroristes» qui ont attaqué les Etats-Unis le 11 septembre 2001 et que l'Afghanistan est «le front central de la guerre contre le terrorisme», Barack Obama s'est engagé à retirer les troupes américaines d'Irak d'ici juin 2010 ou même plus tôt. Il propose de transférer, dès cette année, une partie des effectifs militaires américains d'Irak vers l'Afghanistan.

Avant de quitter la Maison Blanche, le président George Bush avait conclu un accord au forceps avec le gouvernement irakien prévoyant un retrait des 146 000 soldats américains d'ici fin 2011. A travers cet accord, le président américain, qui ne s'était jamais résolu à l'idée d'avoir échoué en Irak, ne voulait pas sortir du bourbier irakien par la petite porte.

Certes, les violences ont baissé d'intensité. Selon le Pentagone, elles auraient diminué de 80%. En comparaison avec les années 2006 et 2007, les pertes américaines ont considérablement baissé : 314 Marines et GI's tués en 2008 contre 904 en 2007. Au total, 4 221 soldats américains ont été tués depuis avril 2003 et près de 30 000 ont été blessés dont une partie handicapée à vie. Le coût financier de cette guerre a pesé lourd dans le budget américain. L'économiste et prix Nobel américain, Joseph Stiglitz, l'a évalué à plus de 2 000 milliards de dollars, un montant qui représente 14 fois le produit intérieur brut (PIB) de l'Algérie, lequel était de 135 milliards de dollars à la fin 2007 !

Mais cette baisse de la violence, dont se réjouit Washington, n'a pas pour autant réglé les problèmes de l'Irak. Si l'insécurité demeure dans au moins trois régions — Bagdad et ses environs, Mossoul et la province de Diyala dans le nord-est de l'Irak — chacun sait que la stabilité de ce pays n'est pas (uniquement) de nature strictement sécuritaire. Elle ne dépend pas seulement de l'efficacité retrouvée des forces de sécurité irakiennes. Elle est surtout de nature politique.

En effet, la crise couve plus que jamais entre le Kurdistan autonome et la Turquie : la région pétrolière de Kirkouk, où vivent près de 500 000 Turkmènes (minorité turcophone), est revendiquée par les Kurdes qui veulent l'annexer au Kurdistan autonome. Ce que refusent les Turkmènes soutenus par Ankara qui menace d'intervenir militairement au cas où le gouvernement autonome du Kurdistan mettrait à exécution son projet d'annexion.

Qui plus est, cette situation explosive autour de Kirkouk n'est pas un cas particulier. Du fait de l'invasion américaine, qui a entraîné la chute du régime dictatorial de Saddam Hussein, l'Irak, en tant qu'Etat et nation, est au bord de l'implosion ethnico-politique, avec un sud chiite, un nord kurde et un centre sunnite.

C'est dans ce contexte qu'auront lieu les élections provinciales du 31 janvier mettant aux prises deux logiques. Celle prônant le retour à un Etat central fort, menée par la «Coalition pour l'Etat de droit» (formation regroupant plusieurs partis) dirigée par le Premier ministre Nouri al-Maliki ; et celle qui milite pour le maintien de l'Etat fédéral, conduite principalement par le Conseil suprême de la Révolution islamique en Irak dirigée par le chiite Abdelaziz Hakim.

Epuisés par cinq années de guerre sanglante et inquiets par le risque d'implosion de l'Irak en trois entités ethnico-confessionnelles porteuses de menaces de guerre civile généralisée, ils sont de plus en plus nombreux, ces Irakiens toutes confessions et ethnies confondues, à souhaiter le retour d'un Etat central fort, garant de l'unité irakienne.

Ce qui pose la question de savoir si cet Etat central figure dans l'agenda de Barack Obama quand on sait que ce dernier détient une partie des cartes.

H. Z.